



**Commission politique et**

**UPAP/CPR/GTJP/01/2022 - Doc n°02  
régulation**

**Groupe de travail harmonisation politique & juridique  
22 juin 2022 (en distanciel)**

**Termes de référence du Groupe de travail harmonisation politique & juridique**

<b>1. Objet</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Termes de référence du Groupe de travail harmonisation politique et juridique 2022-2025</li></ul>	<b>1. Rapport de la Commission politique &amp; régulation (CPR), février 2022</b>
<b>2. Décision attendue</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Prendre acte des TdR du Groupe de travail</li></ul>	

## **1.0 INTRODUCTION**

La Commission politique et régulation a procédé à la création du Groupe de travail sur l'harmonisation politique et juridique à l'occasion de sa première réunion du cycle en cours tenue du 22 au 24 février 2022 à Nairobi au Kenya. Au cours de la réunion, les TdR du Groupe de travail ont été proposés et adoptés.

## **2.0 Termes de référence (TdR)**

Le groupe de travail juridique et politique a pour objectif de veiller à la conformité de l'Union panafricaine des postes à la loi à tous égards en assurant la surveillance et le suivi des questions juridiques et politiques essentielles de l'Union. Le groupe de travail veille à l'examen, au développement et à la formulation des politiques nationales et des cadres juridiques des États membres.

Les TdR du Groupe de travail se présentent comme suit :

- i. Assurer la tenue à jour des actes et aux textes d'application de l'Union au regard des évolutions du secteur, notamment par :
- ii. Assurer l'examen et proposer des modifications à apporter aux Règlements intérieurs des organes de l'UPAP dans la perspective de leur mise en cohérence ;

- iii. Assurer l'examen et proposition de modifications à apporter aux Actes de l'Union et autres directives statutaires ;
- iv. Assurer l'élaboration de procédures et textes d'application des directives postales africaines ;
- v. Assurer l'examen de l'ensemble des modifications relatives aux actes et textes d'application de l'UPU, et formulation de recommandations pertinentes ;
- vi. Prendre connaissance des rapports et prodiguer des conseils juridiques à l'Union sur toute enquête, litige, différend contractuel ou question juridique importante en matière de gouvernance.
- vii. élaborer des cadres politiques et juridiques en matière de régulation postale, notamment dans les domaines suivants :
  - a. logistique de distribution - PIP, lettres, colis, petits paquets et envois ECOMPRO
  - b. services financiers postaux en ligne ;
  - c. services électroniques
  - d. Commerce électronique
  - e. services administratifs en ligne

### **3.0 DÉCISION**

Il est demandé au Groupe de travail de prendre note, de faire de propositions le cas échéant et de s'imprégner desdits TdR qui permettent d'encadrer ses travaux pour la suite.